

LE TRAVAIL INFORMEL EN MILIEU UNIVERSITAIRE CONGOLAIS (KINSHASA)

Quel modèle pour les futurs dirigeants ?

Introduction

**January
KASEREKA
Kombi**, Chef
de Travaux à la
Faculté des Sciences
Economiques et de
Gestion à l'Université
Officielle de
Ruwenzori, Ville de
Butembo, Nord-Kivu,
RDC. Apprenant
au Troisième Cycle
à l'Université de
Kinshasa.
kombijv@gmail.com;
kaserekakombijv@
yahoo.fr

Il a toujours été dit que la jeunesse congolaise, et particulièrement la jeunesse estudiantine, constitue l'espoir du pays car regorgeant de futurs cadres et dirigeants pouvant assurer la relève. Cependant, pour y arriver, il faudrait une certaine préparation et donc une formation adaptée et efficace.

L'université est l'une des institutions facilitant cette préparation. Sa mission principale reste la formation et la production des connaissances scientifiques afin de répondre aux interrogations et problèmes qui se posent à la communauté. Heureusement, la RDC n'en manque pas. Pendant l'année académique 2012-2013, la République démocratique du Congo (RDC) comptait plus de 764 Etablissements publics et privés d'enseignement supérieur et universitaire avec plus de 437 529 étudiants, 28 877 enseignants et 28 731 personnels administratif, technique et ouvrier¹. Malgré ces chiffres impressionnants, l'université congolaise n'a pas encore réussi à jouer son rôle de créatrice de richesses et d'emplois. La RDC reste un pays pauvre.

Ces dernières années, un nouveau phénomène prend de plus en plus de l'ampleur sur les sites universitaires congolais : la prolifération des activités dites informelles. Or, le secteur informel regroupe l'ensemble des activités et micro-entreprises qui ne sont pas systématiquement enregistrées par les appareils, les services et les recensements statistiques officiels. Ce sont des activités qui échappent très largement aux réglementations administratives, aux systèmes de sécurité sociale et de protection du travail, aux impositions fiscales,

1 MINESU-RDC, CTSE, *Annuaire statistique de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et recherche Scientifique*, Année académique 2012-2013, Kinshasa, avril 2014.

n'utilisant guère de comptabilité². Elles fonctionnent donc en marge de la loi ou des normes établies. Fort malheureusement, les étudiants comme les enseignants congolais s'y sont déjà plongés au vu et au su des autorités académiques et du pouvoir public. La rationalité de l'informel s'écarte de ce que les Professeurs apprennent aux étudiants au sein des universités et surtout sur ce qu'ils sont préparés à faire dans leur vie.

Ainsi, de telles activités ne risquent-elles pas d'entamer le moral des futurs cadres ? Le travail informel est-il un bon ou un mauvais exemple pour les futurs dirigeants ? Tel est le débat auquel nous voudrions contribuer dans la présente réflexion. L'objectif principal est d'analyser l'impact des activités informelles pratiquées à ciel ouvert dans le milieu universitaire sur la qualité ou le moral des étudiants, futurs gestionnaires du pays.

Nos analyses sont les résultats d'une observation de plus d'une année³ à l'Université de Kinshasa, la plus grande et la plus ancienne université de la RDC, avec plus de 25 000 étudiants.

Cette étude aborde quatre grands points. Le premier étaye le contour du concept d'économie informelle. Le deuxième explore le poids de l'économie en RDC. Le troisième met en exergue les différentes pratiques informelles à l'Université de Kinshasa (UNIKIN). Enfin, le quatrième analyse les facteurs et les conséquences de l'informel en milieu universitaire.

1. Définition de l'informel

La définition la plus usuelle et la plus courante stipule que les activités informelles sont « des activités échappant au cadre institutionnel et réglementaire officiel de l'économie (inspection du travail, chambre de commerce, circuit bancaire, etc.), qui sont dès lors non contrôlées et non enregistrées et, à des degrés divers, en dépit du fait qu'elles sont le plus souvent pratiquées au grand jour, non légales (ne se conformant pas à la réglementation, par exemple en matière de taxes) ou illégales (ayant un objet contraire à la loi, par exemple le change de monnaie en dehors des banques et bureaux agréés quand les autorités ont conféré à de telles institutions le monopole des opérations de change) »⁴.

Dans la littérature, les auteurs sont unanimes sur le caractère non légal de ces activités. Elles ne sont pas reprises dans les comptes nationaux, se tiennent sans respecter les lois du pays. La législation du travail, les conditions d'hygiène, de sécurité et les normes de la comptabilité, la fiscalité, sont ignorées. Les activités entreprises à l'Université de

2 Harold LUBELL, *Le secteur informel dans les années 80 et 90. Etudes du centre de développement*, Paris, OCDE, 1991, p.13.

3 Nous vivons sur le site universitaire de l'UNIKIN depuis octobre 2015 comme apprenant du Troisième Cycle.

4 Gauthier de VILLERS, Bogumil JEWSIEWICKI et Laurent MONNIER, (Sous dir.), *Manières de vivre. Economie de la « débrouille » dans les villes du Congo/Zaire*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.11.

Kinshasa remplissent tous ces critères. L'informel se porte donc bien à l'UNIKIN.

Il se dégage quatre approches pour définir l'informel. L'approche comptable qui considère que le secteur informel regroupe toutes les activités qui ne sont pas reprises dans les comptes nationaux. L'approche fiscale qui inclut toutes les activités ne payant pas d'impôts et taxes. L'approche légale qui considère comme informelles, toutes les activités ne se conformant pas aux dispositions légales ou administratives. Enfin, l'approche sanitaire impliquant que les activités informelles s'exercent sans respecter les conditions d'hygiène et de sécurité.

2. Les pratiques informelles en milieu universitaire

2.1. Les activités pratiquées

Plusieurs activités informelles sont pratiquées au sein de l'UNIKIN. Nous les regroupons en trois grandes catégories notamment les activités de production, de service et de commerce.

Les activités de production sont les plus exercées par les étudiants. Elles concernent l'agriculture, le jardinage, l'élevage des porcs, l'agro-alimentaire (fabrication des pains, fabrication des beignets, du jus, des eaux glacées, etc.).

Les activités de service concernent la mécanique, la réfrigération (un étudiant ayant un réfrigérateur fait payer toute personne qui vient garder ses aliments ou autres biens), le transport des marchandises et des personnes, la restauration (bar, buvettes, restaurants de fortune appelés communément *malewa*), la réparation / entretien des ordinateurs. Il s'y exerce également des activités occultes et religieuses (des tradi-praticiens, des messes, des prières presque chaque jour avec des pasteurs occasionnels) et d'autres services (tresse, blanchisserie, cirage des chausseurs, lavage des automobiles, coiffure, photographie, etc.). Une autre activité très courante est celle liée aux activités informatiques, notamment la saisie des textes, l'impression, la photocopie, le scannage, l'internet, etc.

Le commerce regroupe principalement des cambistes ambulants, vendeurs des fournitures de bureaux et scolaires (stylos, papiers au moindre détail, cahiers, enveloppes, fardes, agenda), vendeurs des produits alimentaires (pains, farine de maïs, de manioc, poissons, épices, etc.), vendeurs des produits manufacturés (habits, sacs, chaussures, produits de beauté, etc.), vendeurs des consommables informatiques (cartouches, papiers, etc.).

Il s'observe donc une panoplie d'activités ; généralement sans lien direct avec les activités académiques.

Certaines activités sont saisonnières ou périodiques alors que d'autres sont régulières et permanentes. La vente se fait au moindre détail ; elle s'effectue à la pièce.

Notons aussi que les étudiants vendent de tout, même leurs propres habits, appareils téléphoniques, téléviseurs, chaussures, etc, afin de subvenir à leurs besoins en cas de difficultés de trésorerie.

2.2. Lieux de pratique des activités

Les activités sont réalisées presque partout. Elles s'exercent dans les couloirs des auditorios, les chambres des étudiants, cantine/kiosque, sous des parasols le long des ruelles du site universitaire, en plein air. Certaines activités informelles se déroulent même au sein des auditorios de bouche à oreille.

Certains « entrepreneurs » ont des lieux fixes de travail tandis que d'autres sont ambulants ; ils sillonnent tout le site universitaire et vendent à la criée.

Alors que les chambres des étudiants devraient être des lieux de repos ou d'étude, elles servent aussi de lieux de commerce. En outre, des chambres qui doivent abriter une ou deux personnes maximum sont habitées par 7 à 8 personnes. On dort dans l'informel, dirait-on.

Ces conditions de logement ont des effets néfastes sur les études. On constate aussi un phénomène appelé « Contrat à vendre ». Certains étudiants achètent des contrats pour plus d'une chambre auprès des autorités en vue de les sous-louer à d'autres, surtout les nouveaux inscrits. Cela crée une espèce d'anarchie organisée et un manque de contrôle des logements par les personnes habilitées.

Ces activités agressent et encombrement les avenues, les couloirs et chambres des étudiants. Certains acteurs de l'informel importunent tout passant sur le site universitaire en lui proposant leurs produits. Les entreprises de ce secteur fonctionnent dans des conditions sanitaires précaires (restaurants) et dans des locaux insalubres (couloirs des auditorios). Or, un opérateur qui n'est pas propriétaire du site, ne cherche pas à l'améliorer étant conscient du risque qu'il encourt d'être expulsé du lieu du travail⁵.

2.3. Les acteurs

Quant aux acteurs, il est à relever que du personnel académique aux étudiants en passant par le personnel scientifique et administratif, tous pratiquent l'informel.

5 Adolphe MUNKULU MBATA, *Pratiques informelles et solidarité en Afrique. Solidarités et stratégies de survie en milieu urbain congolais-les micro-crédits*, Paris, L'Harmattan, 2008, p.154.

Le personnel académique et scientifique

Le personnel académique et scientifique est plus impliqué dans la vente des syllabus alors que les dispositions légales et les instructions académiques interdisent cette pratique. Cela devrait se faire au niveau des bureaux facultaires qui doivent apprécier et fixer les prix. Les bureaux de plusieurs Professeurs sont devenus des lieux de vente des syllabus, des lieux de photocopie d'ouvrages et autres documents à la demande du client ; bref des véritables centres de négoce.

Certains assistants et chefs de travaux organisent, de manière informelle, des séances dites « cours d'encadrement » à titre onéreux. Au lieu d'assurer pleinement leur charge horaire, ces derniers enseignent de manière superficielle et accélérée et promettent aux étudiants un véritable approfondissement lors de séances d'encadrement. Cela contraint les étudiants à y souscrire. D'ailleurs, la réussite à l'examen pour certains cours en dépendrait.

Le personnel administratif et ouvrier

Le personnel administratif a comme particularité le monnayage des documents ou titres académiques, et surtout, le monnayage d'accès aux installations sanitaires. Pour qu'une personne accède aux toilettes et urinoirs, elle doit déboursier respectivement une somme de 200Fc et 100Fc par rotation. Ceux qui n'ont pas cette somme sont obligés de se rebiffer sous les arbres ou dans la brousse alentour.

En plus, les auditoriums étant pléthoriques (un auditoire d'une capacité de 300 étudiants en reçoit plus de 1200), on assiste au phénomène de vente des chaises plastiques. Tout étudiant n'ayant pas trouvé de place assise est obligé de louer une chaise plastique auprès des agents administratifs à 500Fc par jour. Sinon, il suivra les cours debout pendant toute la journée. Le personnel administratif se lance aussi dans la vente de certains biens au lieu du service ou dans leurs bureaux (beignets, sucrés, eau à boire) à l'insu de leurs chefs. Ce personnel verse également dans des pratiques financières informelles, le phénomène « banque Lambert » ou « prêt à intérêt ».

Les étudiants

Les étudiants sont plus dans le commerce général et le service. Ils organisent des formations informelles (sur logiciels, statistiques, comptabilité, gestion des projets, marketing, recherche d'emplois, etc.), des cours de langues (surtout l'anglais, le portugais, l'italien, le chinois). On observe aussi des activités d'octroi des crédits à des taux usuraires. Les crédits sont de très court terme (au maximum une semaine) avec des montants très minimes mais à des taux d'intérêt exorbitants dépassant même les 100%.

Les filles étudiantes se lancent plus dans la vente des bijoux, les produits cosmétiques, chaussures dames, habits, mèches et perruques, sacs à main, etc. La particularité, pour cette catégorie, est que la vente est de bouche à oreille, sans aucune exposition et le plus souvent à crédit, sans garantie. Le degré de non remboursement est donc élevé.

Le manque d'instruction a été longtemps une des caractéristiques des entrepreneurs du secteur informel. Il faut relativiser. Car même des gens qui étudient et qui enseignent à l'université sont plongés dans le secteur informel. En 2008, Mbata⁶ constatait un afflux massif des diplômés universitaires congolais dans l'informel. Ceux-ci se transforment en agents de change ambulants, en chauffeurs de taxi ou en vendeurs dans des kiosques de fortune ou dans des containers transformés en kiosques.

Les non universitaires

Cette catégorie regroupe les personnes qui ne sont ni étudiants, ni agents de l'université. Elles sont aussi nombreuses sur le site universitaire dans les activités informelles. On y trouve des personnes adultes, des jeunes et même des enfants.

Les adultes se livrent plus aux activités de saisie des textes et d'impression, à la papeterie, à la restauration, à la vente des produits vivriers et manufacturés, à la vente des cacahouètes. Ils sont aussi dans des activités de service (de couture, cordonnerie, coiffure, photographie, etc.) Dans cette catégorie, bon nombre d'acteurs sont membres des agents de l'université.

Des jeunes garçons s'occupent plus du lavage des véhicules, la vente des crédits de communication, la messagerie financière électronique, la vente des papiers, des mouchoirs, le vernissage des ongles des filles étudiantes, etc. On a aussi des jeunes filles surtout dans l'ambulant et dans la vente à la criée de l'eau en bouteille ou en sachets, du jus, des bananes, chikwange, avocats, mangues, cacahouètes, etc.

Enfin, les enfants mineurs exercent certaines activités telles que cirer les chaussures des passants, laver les habits des étudiants, etc. Or, le travail des mineurs reste interdit. Certains sont élèves et viennent travailler après la sortie des classes ; d'autres y passent toute la journée car n'ayant pas les moyens d'aller à l'école.

3. Facteurs et conséquences de la pratique de l'informel à l'université

⁶ Adolphe MUNKULU MBATA, *Op.cit.*, p.152.

3.1. Principaux facteurs explicatifs

La banqueroute de l'État congolais

Le plus grand facteur explicatif de la pratique informelle en milieu universitaire est la crise de l'État congolais⁷. L'État ne sait plus assurer ses fonctions minimales. Les étudiants entreprennent des activités de sauvetage pour combler le vide de l'État. Pour Villers et compagnie⁸, le développement de l'économie informelle en RDC est une réponse d'une population livrée à elle-même et paupérisée à une situation de crise générale liée à la déliquescence de l'État et à la dépravation des pouvoirs publics.

L'informel est donc une sorte de « rébellion » à l'État qui ne sait plus assurer son rôle.

L'absence des bourses d'étude pour étudiants et l'existence des salaires modiques des enseignants

Depuis plusieurs décennies, l'État congolais n'octroie plus de bourses d'étude aux étudiants et ne finance pas la recherche. En outre, la part de l'éducation dans le budget de l'État est lilliputienne. Les étudiants apprennent dans des conditions difficiles. Ils sont obligés de financer leurs études et constituent la principale source des recettes pour les institutions universitaires. Ils se lancent dans des activités informelles pour assurer leur survie mais aussi pour pouvoir payer leurs frais d'études.

Les enseignants, comme tout fonctionnaire congolais, sont mal rémunérés. Le pouvoir d'achat de la population ne fait que baisser. Comme les autorités ne savent plus répondre aux besoins fondamentaux des étudiants et enseignants, l'État a du mal à interdire les activités informelles dans les milieux universitaires. On peut donc être d'accord avec Morrison⁹ qui considère que les pouvoirs publics tolèrent ces activités car elles atténuent les tensions sociales, absorbent une partie du sous-emploi et réduisent certaines tensions. L'informel devient donc le symptôme apparent de la disjonction sociale, économique, politique et juridique¹⁰. Il devient un somnifère pour les étudiants.

L'inadaptation et inadéquation de la formation universitaire

L'informel est aussi qualifié de fruit de l'échec de la transplantation

7 René DEVISCH, « Le pillage de Jésus : les églises de guérison et la villagisation de Kinshasa », in Gauthier de VILLERS (Sous dir.), *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p.126.

8 Gauthier de VILLERS, Bogumil JEWSIEWICKI et Laurent MONNIER., (Sous dir.), *Op. cit.*, p11.

9 Christian MORRISSON, « Quel cadre intentionnel pour le secteur informel ? », in *Cahier de Politique économique* (1995), n°10.

10 Adolphe MUNKULU MBATA, *Op.cit.*, p.151.

aveugle du modèle occidental sur les réalités africaines et du mimétisme qui s'en est suivi¹¹. L'informel est donc une des réponses de l'inadaptation de la formation congolaise aux besoins du pays et de l'inadéquation à l'emploi.

On forme des gens qui n'ont aucun espoir pour trouver de l'emploi. Ils étudient des modèles occidentaux où le formel est la règle alors que dans leur environnement, c'est informel qui est la règle. On a donc deux réalités paradoxales. l'informel crée un hiatus considérable entre le savoir assuré par le système d'enseignement et son application aux réalités du milieu de l'emploi. Cela prouve que l'enseignement universitaire est incapable de permettre à l'étudiant de s'accomplir pleinement. Il se trouve devant deux mondes opposés ; le monde académique ayant des théories applicables dans l'environnement formel et le monde réel qui est plus informel.

Filip De Boeck¹² (un observateur occidental) s'interrogeait : pourquoi continuer à nommer un bâtiment « universitaire » lorsque les activités qui trouvent place dans ce bâtiment ne correspondent plus en rien aux réalités que ce mot évoque normalement ? Or, nous continuons toujours à parler de l'université.

Ce sont les Congolais (Zairois à l'époque) eux-mêmes qui continuent à utiliser les mots occidentaux, qui continuent à chercher les vestiges ou les rejets d'un système universitaire dans des « universités » dont les enseignants sont réduits à la misère et contraints aux stratégies de la débrouille, qui n'achètent plus ni ouvrages ni revues, qui ne délivrent plus de titres de docteur, dont les locaux vont à la ruine...¹³.

Si nous voulons être considérés comme sérieux et espérer être un pays émergent en 2030 et un pays développé en 2050¹⁴, il faudrait que nos universités jouent leur rôle, former des véritables intellectuels. Le développement va de pair avec le niveau de recherche scientifique. Les chercheurs qui se lancent dans l'informel auront difficile à produire des connaissances sérieuses pour développer le pays.

L'enseignement doit donc être réformé afin de l'adapter aux réalités africaines. Il faut assurer une formation adaptée à notre environnement. Pourquoi ne pas, par exemple, intégrer le cours d'*économie informelle* dans le programme d'enseignement congolais tant au secondaire qu'à l'université ?

En effet, on peut dire que les activités informelles témoignent d'un esprit d'entreprise des étudiants, mais elles sont aux antipodes de ce qui est enseigné aux étudiants et contraires aux activités ou métiers qu'ils

11 Idem.

12 cité par Gauthier de VILLERS (Sous dir.), *Phénomènes informels et dynamiques culturelles en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1996, p.10

13 Gauthier de VILLERS (Sous dir.), *Phénomènes informels...*, *Op.cit.*, p.10

14 cfr RDC, *Plan stratégique de développement. Vision de la RDC à l'horizon 2050*, Kinshasa, 2016, p.9.

devraient exercer.

Il faut savoir qu'aucun pays du monde ne s'est développé grâce aux activités ou entreprises informelles.

Comme l'informel se porte bien dans le milieu académique, quelles peuvent en être les conséquences ?

3.2. Conséquences de la pratique de l'informel en milieu universitaire

Les effets du secteur informel sont souvent restreints au niveau économique. Il faut réfléchir sur ses conséquences au monde scientifique qui n'est pas à l'abri de cette réalité.

Externalités positives

Le secteur informel est source de revenus, d'emplois pour plus d'un étudiant. Il permet aussi l'achat de certains biens selon le niveau des revenus. Il joue donc un rôle important pour les personnes qui s'y livrent.

C'est un lieu d'insertion des jeunes dans le marché du travail et de professionnalisation des adultes. Il occupe une place importante dans la création d'activités et d'entreprises. On peut avoir à la longue des entreprises informelles devenir formelles.

Cependant, cela n'est pas sans conséquence néfaste.

Externalités négatives

Les effets négatifs sur le plan économique ont souvent été épinglés dans plusieurs études. Les principaux d'entre eux sont la faible productivité, la diminution de l'investissement, l'inefficacité du système fiscal, le freinage du progrès technologique, et une série de difficultés à formuler les politiques macroéconomiques¹⁵.

Pour ce qui est des effets négatifs sur le monde académique, nous en avons relevé quelques-uns.

Les activités informelles polluent les sites universitaires. La collecte et le traitement des déchets sont quasi-absents. On a une multiplicité de décharges anarchiques, l'absence d'organisation de la collecte, du ramassage, de la décharge et du traitement des déchets. Les déchets sont déposés partout, exposant ainsi les étudiants, enseignants et toute personne fréquentant le site à des maladies.

L'informel a aussi un problème d'éthique. La montée de l'informel s'accompagne de la perte des repères moraux. Falangani¹⁶ a constaté que

15 Stéphanie KWEMO, *L'OHADA et le secteur informel. L'exemple du Cameroun*, Bruxelles, Ed. Larcier, 2012, p.38.

16 FALANGANI MVONDO, « Paupérisation de familles petites-bourgeoises et transformation des

dans

« l'enseignement supérieur et universitaire, les étudiants dont les parents sont des agents salariés – impayés ou mal payés – souffrent de l'écart entre leur niveau socio-économique et celui de leurs condisciples moins mal lotis ; la qualité des vêtements portés, les objets scolaires utilisés attisent leur humiliation. Des étudiantes s'abandonnent à la prostitution. Elles s'accrochent à des vieux messieurs friqués qui les prennent complètement en charge. Mal nourris, déprimés, les étudiants voient leur réussite toujours compromise. Certains tentent de s'en sortir par des « coop ». Ils se font des commissaires de vente de divers articles afin d'en retirer un « indicateur » qui les soulagera pendant quelques jours. D'autres développent des petites activités (vente de pain jardinage, élevage de volaille, vente de friperie, travaux dans des garages, coups de main par-ci par là). Aussi, les professeurs cherchent à se faire corrompre. Les examens ou la réussite sont conditionnés par l'achat des syllabus. Certains font échouer les élèves afin de les obliger à acheter leur réussite. On comprend que la discipline n'existe plus : un enfant qui sait qu'un professeur vit à ses dépens, ne lui obéira pas. L'État ne payant pas bien ses enseignants, ceux-ci bâclent leur travail. Ils passent leur temps à distraire les enfants par des causeries ».

L'informel est aussi un mauvais maître pour les étudiants car il les habitue à des activités et pratiques non conformes aux lois, aux normes du pays. La peur est donc qu'on ait des futurs gestionnaires du pays qui sont déjà habitués à de mauvaises pratiques, ne respectant pas les lois, habitués à des économies rebelles comme le dénomme Muheme¹⁷. Un effort doit donc être mené pour essayer d'inculquer le respect des normes et des lois aux étudiants. Cela pourra permettre d'espérer un avenir radieux pour le pays.

Notons que le sevrage de l'informel peut être difficile ou un long processus. Kwemo¹⁸ affirme qu'il y a une forte réticence à migrer vers le secteur formel. Il y a risque que les étudiants qui opèrent dans le secteur informel y restent pour bénéficier des avantages apparents de la clandestinité. Parfois, certains étudiants préfèrent rester au campus universitaire après leurs études pour profiter des fruits de l'informel. Il faut donc déjà chercher à initier les étudiants à des pratiques formelles. Des activités sans horaires de travail, sans organigramme, sans comptabilité, sans structure organisée... ne peuvent pas permettre aux étudiants d'assurer leur rôle au sein de la société.

Pour espérer parvenir au développement, il faut une formalisation et une moralisation des milieux universitaires congolais. Sans cela, on aura des futurs dirigeants, éduqués par des théories hors portée et façonnés par

valeurs en période de crise », in Gauthier de VILLERS, Bogumil JEWSEWICKI et Laurent MONNIER, (Sous dir.), *Op. cit.*, p.132.

17 Gaspard BAGALWA MUHEME, *Le poids des économies on officielles*, Louvain-la-Neuve, Bruylant, 1998, p.71.

18 Stéphanie KWEMO, *Op.cit.*, p.108.

des techniques inappropriées.

Conclusion

Les économies non officielles ont un poids sur les étudiants et donc sur l'État. Elles font ombrage à la qualité des futurs dirigeants du pays. Il faudrait que l'État s'implique dans l'amélioration des conditions de vie des professeurs d'universités, des étudiants et dans la création d'un environnement favorable à la réforme de l'enseignement. Nous ne devons pas continuer à parler d'université alors que ce qui y est pratiqué ne correspond en rien à ce qu'elle devrait faire.

Les réalités de l'informel sont aux antipodes de ce qui est enseignées aux étudiants mais aussi contraires aux activités ou métiers qu'ils devraient exercer.

La RDC ne pourra pas sortir du marasme économique aussi longtemps que même les élites seront plongées et endormies dans l'informel. Loin de créer des emplois, du reste précaires, l'informel sur le site universitaire tue le pays car les étudiants, ces futurs dirigeants, sont façonnés à des techniques inappropriées, ne respectant pas le cadre légal.

Il faut s'y mettre aujourd'hui sinon le secteur informel constituera une arme de destruction du pays, détruisant des connaissances transmises aux étudiants. ■